



# Finance internationale, micro-crédit et religion de la société civile en Égypte

---

par Julia Elyachar

Le Caire, au milieu des années quatre-vingt-dix, dans un quartier d'ateliers considéré comme la vitrine de l'artisanat et de la jeune entreprise. Un groupe d'hommes entre trente et quarante ans, promus « jeunes » par la vertu de prêts pour « jeunes micro-entrepreneurs » dispensés par le Fonds social, lui-même financé par la Banque mondiale, se réunit dans un atelier qui a périclité : il s'agit de créer une ONG, en vue d'exercer quelque influence sur les fonctionnaires et d'accéder à des financements internationaux. Pendant ce temps, la sœur d'un propriétaire d'atelier, secrétaire d'un consultant coté, bat le quartier pour trouver des femmes (épouses, sœurs, ou elles-mêmes travailleuses) en vue d'une réunion associative sur l'économie informelle et la micro-entreprise. Son patron en est l'organisateur, à la demande de bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux : des femmes de Haute-Égypte viendront donner une « session de formation » aux activités du secteur informel. Dans un autre coin de la capitale, un fonctionnaire du gouvernement

joue les médiateurs entre le chef d'une mosquée (également fonctionnaire) et l'un des responsables d'une ONG locale : un terrain a récemment été alloué par les autorités pour y installer un lieu de commercialisation des produits de « jeunes micro-entreprises » subventionnées par les ONG et les organisations multilatérales. Or ce terrain a été squatté par la mosquée : la solution consistera à faire entrer le fonctionnaire de la mosquée dans l'ONG. Dans un quartier plus huppé, au siège d'une entreprise de conseil qui abrite aussi quelques associations égyptiennes, un consultant spécialisé dans la micro-entreprise se plaint de l'État égyptien et ne tarit pas d'éloges sur l'Amérique latine où, au bout de dix ans de financement par des banques elles-mêmes sponsorisées par les organisations internationales – intergouvernementales ou non –, l'économie informelle a enfin décollé, et où, du coup, l'État se fait plus discret. Dans un hôtel du centre ville, des formateurs de l'agence américaine de coopération (USAID) enseignent à un groupe de responsables associatifs arabes que la famille est une entreprise, le travailleur à domicile un entrepreneur, et la micro-entreprise le moyen de faire avancer une société civile forte et indépendante de l'État.

On est bien loin, dans ces scènes, de ces relations patiemment tissées d'échange et de coopération dont serait faite l'« économie informelle » des quartiers d'artisans du Caire selon la plupart des travaux ethnographiques<sup>1</sup>. On y voit bien plutôt des groupes s'organiser, par le biais d'ONG, soit pour accéder à des fonds en provenance des États et des organisations multilatérales, soit pour mieux influencer ceux qui ont le pouvoir de décider de la destination de ces fonds.

On sait que les flux financiers transitant par les ONG sont considérables. Dès le milieu des années quatre-vingt-dix, ces dernières drainaient plus d'aide au développement que la Banque mondiale et le FMI réunis<sup>2</sup>. C'est là un véritable tournant. Avant la crise de la dette latino-américaine (1982), en effet, les prêts et aides au Tiers monde allaient pour l'essentiel aux États, lesquels mettaient en œuvre des projets économiques employant leurs citoyens<sup>3</sup>. Puis vinrent le discrédit des méthodes keynésiennes de financement de la croissance par la dépense publique, les attaques néolibérales contre l'État, ainsi que les critiques du « développement » tel que le concevait la Banque mondiale. L'on inventa alors d'autres types de crédit au développement et d'investissement étranger. Désormais, cette nouvelle configuration de la dette internationale est solidement en place : l'argent va des organisations multilatérales et des agences bilatérales aux individus en passant par les ONG.

Ces dernières constituent, depuis une vingtaine d'années, une forme particulièrement efficace d'ingénierie du développement. Elles sont très « porteuses de sens » : au niveau politique, elles peuvent jouer le rôle de « société civile »<sup>4</sup> ; au niveau économique, elles sont à même de représenter « l'économie informelle ». Elles épousent aussi des formes extrêmement variées. Je m'intéresserai ici à l'une de ces formes : les ONG qui, en Égypte, distribuent le « micro-crédit » (pour

employer le terme en usage) financé par les organisations internationales et les bailleurs de fonds bilatéraux et transitant par des banques ; ces ONG supervisent ensuite le remboursement aux banques des prêts en question.

Les banques d'Égypte qui ont la chance de pouvoir convertir des sommes importantes en micro-crédit y trouvent leur compte<sup>5</sup>. Certaines d'entre elles, entrées dans cette activité parce que c'était bon pour les affaires, se sont empressées de créer un département séparé qui fonctionnait, selon les termes d'un banquier, « comme une ONG ». En somme, les banques transforment des fonds d'apparence « charitable » (prêts à long terme et à faible taux d'intérêt) en quelque chose de nature économique (prêts au taux du marché). De l'argent arrive en Égypte comme « aide » et est transformé en « économie » avant même qu'une quelconque entreprise soit établie.

De leur côté, les ONG, qui bénéficient de l'image de confiance et de respect mutuel des réseaux sociaux, deviennent un instrument peu coûteux pour collecter les remboursements et garantir le profit des banques. Ce potentiel a été joliment illustré lorsque la Grameen Bank du Bangladesh, la grand-mère du micro-crédit, a signé un contrat en 1998 avec la fameuse multinationale agricole Monsanto : il s'agissait pour celle-ci d'utiliser les réseaux locaux de micro-crédit de Grameen pour distribuer ses semences transgéniques, collecter ses paiements et tâcher d'empêcher les paysans de stocker des graines pour la reproduction plutôt que d'acheter les semences manipulées, qui donnent des plantes stériles. On voit combien les ONG et leurs réseaux de micro-crédit fondés sur une « confiance communautaire » peuvent présenter d'attraits comme « détectives privés » à bon compte, faisant appliquer, à leur échelle, la discipline financière que les plans d'ajustement structurel cherchaient à imposer aux États<sup>6</sup>.

1. Voir par exemple Unni Wikan, *Tomorrow, God Willing : Self-Made Destinies in Cairo*, Chicago, University of Chicago Press, 1996 ; Diana Singerman, *Avenues of Participation : Family, Politics, and Networks in Urban Quarters of Cairo*, Princeton, Princeton University Press, 1995 ; Ragui Assaad, « Formal and informal institutions in the labor market, with applications to the construction sector in Egypt », *World Development*, 1993 (6), pp. 925-939.

2. Arun Agrawal, « Dismantling the divide between indigenous and scientific knowledge », *Development and Change*, 1995 (26), p. 416.

3. Pour un bon résumé de la crise de la dette de 1982, qui donna le coup d'envoi à un changement dans les formes de prêt au Tiers monde, voir Manuel Castells, *L'ère de l'information*, vol. 1 : *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998, pp. 146-152.

4. Voir Chris Hann et Elizabeth Dunn (eds.), *Civil Society : Challenging Western Models*, Londres et New York, Routledge, 1996. Sur les ONG et le monde en développement, voir Katy Gardner et David Lewis, *Anthropology, Development, and the Post Modern Challenge*, Londres, Pluto Press, 1996, p. 107, et William F. Fisher, « Doing good ? The politics and antipolitics of NGO practices », *Annual Review of Anthropology*, 1997 (26), pp. 439-464.

5. Entretiens (1995) avec des représentants de deux grandes banques d'Égypte, l'une du secteur privé, l'autre du secteur public. Selon l'un d'eux, une grande banque du pays au moins assurait son équilibre financier grâce aux prêts à faible taux d'intérêt dont la gestion sous forme de « micro-crédit » lui avait été confiée.

6. Rural Advancement Foundation International (RAFI), « Grameen turns mean ? From poverty-fighter to the peasants' Pinkerton », <http://www.rafi.ca>, consulté le 7 octobre 1998.

Dès lors, les ONG de ce type doivent être analysées comme faisant partie des « pouvoirs structurels »<sup>7</sup>. En étudiant ces relations de pouvoir par les méthodes de l'ethnographie, on saisira mieux un système de gouvernementalité en évolution qui englobe l'État, les ONG et les organisations internationales. Dans une telle approche, il faut renoncer à voir dans les ONG « le local », les gens « authentiques », par opposition à un niveau d'analyse plus élevé incluant « l'État » et, catégorie encore plus lointaine, les « organisations internationales » représentant le « global »<sup>8</sup>.

---

## Où l'État rencontre la micro-entreprise

Mon histoire commence avec la « naissance » de l'économie informelle en Égypte<sup>9</sup>, dans laquelle l'anthropologie a joué pour le moins le rôle de la sage-femme. En effet, les anthropologues (parmi d'autres observateurs, il est vrai) se sont enthousiasmés pour la capacité des pauvres gens du Tiers monde à survivre dans des situations de privation, d'aliénation et de marginalité. Ils ont très tôt remarqué le rôle qu'y jouaient certains réseaux permanents de relations et ont longtemps appelé cela de la « culture ». Mais les sciences sociales (et économiques) allaient elles-mêmes connaître un virage « culturel » qui élèverait celle-ci au rang de ressource économique...

La culture comme moyen d'assurer que les pauvres s'en tirent tout seuls au lieu de compter sur l'État présentait un intérêt plus que théorique. L'admiration est devenue programme d'action : promouvoir et diffuser ces techniques de survie, au premier rang desquelles les réseaux sociaux. Le changement de priorité des agences bilatérales et de la Banque mondiale, qui abandonnaient l'approche modernisatrice au profit de la lutte contre la pauvreté<sup>10</sup>, allait mettre l'économie informelle au cœur des stratégies élaborées à cet effet. Au début des années quatre-vingt-dix, on s'employa à isoler et à modéliser un certain nombre de pratiques de survie des pauvres gens des villes pour les intégrer à des programmes de promotion de l'économie informelle. Ce travail fut l'œuvre de réseaux de chercheurs, souvent financés par des institutions telles que l'USAID et la Banque mondiale, et opérant dans le monde entier. Une fois distillés sous forme d'ingrédients de base, les résultats de ces recherches ont été reproduits et enseignés aux ONG et à tous ceux qui s'occupaient de prêt dans tous les tiers mondes du globe.

Il s'agit bien d'un changement profond de l'appréhension de pratiques économiques et culturelles jusque-là considérées – tant par les nationalistes que par les puissances coloniales – comme arriérées et comme des obstacles au développement (compris ici comme une façon de devenir « moderne »). On ne cherchait plus à transformer les artisans égyptiens, par exemple, en ouvriers, ou encore à séparer les institutions entrelacées de la famille, de l'atelier et de la communauté ; au contraire, on s'est mis à considérer comme positive l'intégration des pratiques économiques, sociales et culturelles : le développement prenait la forme de l'anti-

développement. Au surplus, les mécanismes communautaires d'entraide devenaient des dispositifs de sécurité indispensables dès lors que les emplois fournis par l'État et les services sociaux (aussi maigres qu'ils aient été) disparaissaient sous l'effet de la discipline budgétaire imposée par le capital financier ou les plans d'ajustement structurel.

De fait, tout cela semble avoir commencé, du point de vue de la décision publique, comme un expédient. Lorsqu'on s'aperçut que les plans d'ajustement structurel des années quatre-vingt ne donnaient pas les résultats escomptés et que le déséquilibre, qui devait être de courte durée, entre les forces de l'offre et de la demande, a commencé à prendre des allures permanentes, des voix s'élevèrent au sein de la Banque mondiale, alors occupée à faire appliquer des programmes de discipline budgétaire, pour exprimer quelques doutes théoriques<sup>11</sup>. Face aux conséquences persistantes des licenciements massifs opérés par les administrations et les entreprises publiques, et à celles de la suppression des subventions aux produits alimentaires, de nouveaux programmes de développement furent imaginés pour soulager les groupes les plus durement touchés. C'est à cette fin que la Banque mondiale créa des « fonds sociaux »<sup>12</sup>. En 2000, il y en avait dans une cinquantaine de pays<sup>13</sup>.

En Égypte, le Fonds social fut mis en place en 1991, avec 572 millions de dollars au départ, venus de quinze pays donateurs, de l'Union européenne, du Programme de développement des Nations unies, et du Fonds arabe. Ce nouvel organisme se situait à la fois dans l'État et en dehors<sup>14</sup>. D'un côté, il s'agissait bien d'une agence distincte, financée par des sources n'ayant rien à voir avec le budget de l'État. D'un autre côté, son conseil d'administration était placé sous la présidence

---

7. Voir Eric Wolf, *Envisioning Power : Ideologies of Dominance and Crisis*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1999, p. 5.

8. Pour des exemples de débat « global contre local », voir Arun Agrawal, art. cité ; Akhil Gupta et James Ferguson (eds.), *Culture, Power, Place : Explorations in Critical Anthropology*, Durham, Duke University Press, 1997 ; et Aihwa Ong, *Flexible Citizenship : The Cultural Logics of Transnationality*, Durham, Duke University Press, 1999.

9. Pour un point de vue différent sur l'économie informelle en Égypte, voir Cristin Koptiuch, *A Poetics of Political Economy in Egypt*, Minneapolis, The University of Minnesota Press, 1999.

10. Sur le changement des stratégies du développement au profit de la lutte contre la pauvreté, voir *Egypt : Alleviating Poverty during Structural Adjustment*, Washington, Banque mondiale, 1991 ; K. Gardner et D. Lewis, *op. cit.* ; Arturo Escobar, *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995, pp. 21-24 ; Martha Finnemore, « Redefining development at the World Bank », dans Frederick Cooper et Randall Packard (eds.), *International Development and the Social Sciences*, Berkeley, University of California Press, 1997.

11. Pour un exposé de ce genre de doute, voir Joseph Stiglitz, « The insider : What I learned at the world economic crisis », *The New Republic*, 6 avril 2000, <http://www.tnr.com/041700/stiglitz041700.html>

12. Sur les « filets de sécurité » et l'établissement de fonds sociaux, voir Banque mondiale, *Egypt... op. cit.* et Carol Graham, *Safety Nets, Politics, and the Poor : Transitions to Market Economies*, Washington, The Brookings Institution, 1994.

13. *World Development Report 2000/2001*, Washington, Banque mondiale, 2001, p. 155. Voir aussi C. Graham, *op. cit.*

14. Banque mondiale, Population and Human Resources, Country Department III : Europe, Middle East, and North Africa, « Staff appraisal report : Arab Republic of Egypt, Social Fund project », *Report n° 9561-EGT*, Washington, Banque mondiale, 1991.

du Premier ministre. Le gouvernement choisissait aussi son directeur et avait son mot à dire dans la répartition des fonds, à l'intérieur du cadre fixé par les directives générales des donateurs. Mais les groupes cibles (femmes, diplômés, licenciés des entreprises publiques, personnes à bas revenus, ainsi que les travailleurs migrants égyptiens renvoyés au pays au début de la guerre du Koweït) n'étaient pas, eux, définis par l'État égyptien.

Le Fonds social égyptien a commencé à financer des micro-entreprises peu après sa création. Le gouvernement issu des élections de 1995, avec à sa tête Kamal Ghazouli, se donna trois objectifs : augmenter l'investissement et la production, accroître la population occupée à des activités productives, et élever les revenus moyens. La micro-entreprise, qui semblait faite sur mesure pour les atteindre, suscita un tel engouement officiel qu'un journal put titrer : « L'expansion de la micro-entreprise est le but de la réforme économique »<sup>15</sup>. Autrement dit, l'État égyptien faisait sien un programme qui trouvait son origine dans la volonté des bailleurs de fonds de court-circuiter les États – nécessairement corrompus – du Tiers monde. L'économie informelle avait bouclé la boucle : elle était réabsorbée, *via* la micro-entreprise, dans son contraire supposé, l'État.

---

## Où la Banque mondiale rencontre l'économie informelle

L'économie informelle et la micro-entreprise sont les deux faces d'une même monnaie, qui a cours à peu près dans le monde entier. Une face porte la devise : « Bottez le cul à la Banque ! »<sup>16</sup>. Elle est faite pour séduire les « progressistes » et les gens qui pensent « communauté ». Sur l'autre, qui plaira aux « conservateurs » et aux individualistes, on peut lire : « Pour la libre entreprise ! ». Pour économiser de la place et signaler cette unité conceptuelle, j'utiliserai dans ce qui suit l'expression « micro-informalité »<sup>17</sup>.

Les micro-crédits ainsi dispensés sont censés être des instruments susceptibles de rendre les gens (le « peuple »), une fois organisés en communautés d'entraide, maîtres de leurs destinées : c'est la fameuse notion d'*empowerment*. Mais ce « peuple » n'est pas ici celui d'un État ou même d'une nation. C'est plutôt un terme localisé, renvoyant à ceux qui vivent ensemble dans une « communauté » (encore un terme qu'il serait bon de décortiquer)<sup>18</sup>. Les ONG sont généralement comprises comme représentatives de ces communautés populaires : si l'État est souvent vu comme le site du « développement », les ONG sont le représentant organisationnel de « la communauté » dans le non-État.

Mais la micro-informalité est par définition quelque chose d'élusif, difficile à appréhender pour ceux qui financent le développement. Elle est faite de gens et de leurs pratiques culturelles, non de bâtiments ou d'institutions. Le peuple doit donc être montré pour donner substance à la réalité de l'économie informelle ou

de l'esprit d'entreprise. Dans les rapports des consultants, cela peut se faire par le biais de photos, accompagnant les témoignages de clients des ONG (le terme « client » a remplacé celui de « bénéficiaire », jugé péjoratif)<sup>19</sup>. Mais les voyages sur le terrain sont le mode préféré de contact avec le peuple, dont la réalité s'exhibe lors de visites organisées par des intermédiaires locaux au bénéfice des donateurs étrangers. La « vraie vie » que l'on rencontre alors est supposée plus réelle, plus authentique, que le mot écrit. Pour un anthropologue, la foi épistémologique placée dans ces rencontres est proprement fascinante.

Certains quartiers du Caire ont été des sites réguliers de ce tourisme du développement dans les années quatre-vingt-dix : lorsque de hauts fonctionnaires des organisations de prêt comme la Banque mondiale ou l'Union européenne étaient en ville pour une conférence ou des réunions, on les y amenait faire un tour. J'ai moi-même effectué une grande partie de ma recherche dans l'un de ces quartiers, où menuisiers, mécaniciens et autres artisans avaient leur atelier. Ceux des habitants qui lisaient régulièrement les journaux et suivaient les affaires politiques savaient très bien pourquoi tous ces étrangers, qui n'avaient pas la moindre intention d'acheter leurs marchandises, venaient jusqu'à eux. Étant donné l'importance que revêtait le Fonds social tant pour la Banque mondiale que pour le gouvernement égyptien, les journaux regorgeaient d'articles sur les millions de dollars qui passaient par là. « Il y a de l'argent dans le coup », expliquait le responsable d'une ONG basée dans le quartier, qui considérait que sa mission consistait « à repérer et à organiser » les gens qui pourraient au mieux utiliser cet argent<sup>20</sup>. Propriétaire d'un petit atelier, cet homme avait une conscience aiguë de la valeur qu'avait prise le quartier sur le marché du financement. Il voyait bien que lui-même et ses collègues, dont certains étaient en difficulté, pouvaient travailler avec plus de profit comme « informateurs indigènes »<sup>21</sup>, en se mettant en scène comme porteurs

15. *El Abram*, 17 mai 1995.

16. « Spanking the Bank ? », tel fut le titre d'une émission radiophonique du Forum Asie-Pacifique, le 19 avril 2000, WBAI, *Pacifica Radio*.

17. Le micro-crédit constitue un immense domaine. Pour un bon résumé et des références, voir *World Development Report 2000-2001*, *op. cit.*, pp. 75-76.

18. Pour un débat sur la communauté et le local, voir Akhil Gupta et James Ferguson, *op. cit.* ; Arun Agrawal, *Greener Pastures : Politics, Markets, and Community among a Migrant Pastoral People*, Durham, Duke University Press, 1999 ; James C. Scott, *Seeing like a State : How Certain Schemes to Improve Human Conditions Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998, pp. 309-341 ; Akhil Gupta, *Postcolonial Developments : Agriculture in the Making of Modern India*, Durham et Londres, Duke University Press, 1998, p. 174.

19. Voir par exemple Agricultural Cooperative Development International (ACDI) et Small Enterprise Credit Program (SECP), *Quarterly Report*, 1<sup>er</sup> oct.-31 déc. 1993, Annexe E, « SECP borrower profiles ».

20. Entretien, 31 octobre 1994, au Caire.

21. Pour une discussion pertinente sur les informateurs indigènes professionnels, voir Gayatri Chakravorty Spivak, *A Critique of Postcolonial Reason : Toward a History of the Vanishing Present*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1999. Les pp. 418-419 ouvrent des perspectives intéressantes pour une critique du micro-crédit et de l'antidéveloppement.

d'authenticité devant les donateurs étrangers. Il rêvait de faire de son quartier la vitrine d'un « modèle de développement » offerte à l'admiration des visiteurs. Il dessinerait des uniformes différents pour tous les niveaux de la hiérarchie de l'atelier, créerait des organismes d'accueil permanents et construirait une petite voie ferrée qui ferait le tour du quartier, et d'où les ateliers pourraient être observés confortablement. Les millions de dollars en jeu et le succès « touristique » du quartier donnaient une certaine logique à cette vision délirante d'une ville modèle.

C'étaient là des rêves fantastiques. En réalité, presque tous les locaux passant pour des micro-entreprises étaient fermés. Les micro-entrepreneurs eux-mêmes étaient souvent aux abois. Ils avaient des dettes par dessus la tête et des banques pendues à leurs basques, qui refusaient systématiquement de revoir l'échéancier de leurs remboursements. Les ruches laborieuses qui s'offraient au spectateur étaient en fait peuplées de garçons et de jeunes gens dont les moyens de vie étaient des plus maigres et qui ne savaient rien du « micro-phénomène » qu'ils étaient censés représenter. L'idée de faire de tout cela une sorte de Disneyland, le projet de faire vivre une communauté du « tourisme du développement » ont quelque chose de pervers. Mais notre président d'ONG avait parfaitement saisi ce que son public voulait qu'on lui serve : une représentation sans bavures (et l'odeur de sueur en moins) d'hommes et de femmes au travail, à qui auraient été distribués des rôles aisément identifiables. On ne pouvait s'empêcher de rire à ses élucubrations, peut-être précisément parce qu'elles révélaient involontairement l'essence même d'une tragédie.

Il y a plus. Certains hommes d'affaires n'ayant rien à voir *a priori* avec la micro-entreprise ou le secteur informel ont cherché à se rapprocher de ces nouveaux espaces sociaux parce que cela leur donnait accès à de l'argent, mais pas seulement. Les projets du Fonds social, disait-on, étaient souvent approuvés même s'ils contrevenaient aux dispositions légales. Étant donné les réglementations complexes qui régissent la création d'entreprise en Égypte, certains ont trouvé utile de reconvertir leurs investissements en projets de micro-entreprises : il ne s'agissait pas tant alors d'obtenir des fonds que de tourner officiellement la loi grâce à la micro-informalité, désormais sanctifiée par les organisations internationales.

D'autres hommes d'affaires sont entrés dans des partenariats avec des « jeunes micro-entrepreneurs en difficulté » pour tirer avantage des exemptions fiscales qu'autorisait ce statut particulier, création des organisations internationales, non de l'État. On a vu ainsi apparaître un beau jour, dans un quartier pauvre du Caire, un homme d'affaires pourvu de fort belles relations. Il semble qu'il ait cherché à avoir accès, par le biais de l'ONG locale, aux financements prodigués par les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux pour soutenir la micro-informalité, afin de mettre en route un nouveau projet d'investissement. Bien qu'il appartînt à ce qu'on pourrait appeler l'économie capitaliste formelle, cet homme d'affaires avait ainsi décidé de se refaire une identité de micro-entrepreneur. Et cela ne

pouvait se faire qu'en s'attachant à l'un des lieux concrets qui symbolisaient l'économie informelle aux yeux de ces organisations.

Pour s'enraciner rapidement dans un espace physique, il convient d'entrer dans les réseaux sociaux qui le parcourent. Or la plupart des micro-entreprises du quartier avaient fermé, accablées de dettes impayées et de marchandises invendues : elles ne lui servaient donc à rien. Seuls les propriétaires d'ateliers relativement prospères, ayant bien peu à voir directement avec la micro-informalité, pouvaient lui donner une chance d'effectuer son changement d'identité. Aussi notre homme se lança-t-il dans une vaste et généreuse opération d'échange de dons avec ces derniers. L'objectif déclaré du micro-crédit – semer les graines d'heureuses entreprises futures – était inversé : un homme d'affaires en plein boom s'était reconverti en micro-entrepreneur pour obtenir des financements initialement destinés à « donner le pouvoir au peuple »<sup>22</sup>.

---

### Culture, dette et *empowerment*

Fût-ce dans une faible mesure, de simples gens du Caire parviennent tout de même à transformer les flux de financement de la micro-informalité en ressources directement utilisables. J'ai ainsi un jour été contactée par la secrétaire d'un bureau de conseil privé bénéficiant de contrats avec des organisations multilatérales et des agences de développement bilatérales. Cette dernière avait été jusque-là mon informatrice et souhaitait cette fois que je sois la sienne : elle avait en effet été chargée par son employeur de trouver de quoi peupler une « réunion de femmes micro-entrepreneurs » du quartier, en vue d'une session de « formation » aux bases de la micro-informalité dispensée par des femmes de Haute-Égypte. Ce consultant, son patron, était un « informateur indigène » de haut niveau pour un gros programme bilatéral de développement. Il parlait anglais, avait fait des études supérieures et pouvait fournir aux bailleurs de fonds la documentation nécessaire. Mais lui-même avait besoin d'intermédiaires culturels pour produire des échantillons adéquats de « femmes » et d'« économie informelle ». La secrétaire étant une représentante assez authentique de la population recherchée pouvait lui donner accès à ces gens ; et celle-ci à son tour me demandait mon aide. Mon collègue Essam Fawzi et moi avons parlé de la chose avec quelques-uns des micro-entrepreneurs que nous connaissions. Ceux-ci ont très volontiers envoyé leurs sœurs et leurs épouses, qui étaient d'ailleurs souvent, du moins sur le papier, associées d'entreprises bénéficiaires de fonds sociaux. De son côté, la secrétaire suivait

---

22. J'ai entendu beaucoup d'autres histoires analogues de la part de nombreux informateurs. Dans ce cas particulier, je connaissais toutes les parties en présence.

d'autres pistes, par les bonnes vieilles méthodes locales de communication : elle chargea un enfant qui travaillait chez un voisin de courir porter le message dans tous les ateliers qui pouvaient avoir des femmes disponibles. En rétribution de ce service de transmission d'information entre ateliers, organisations multilatérales, ONG et État, le garçon reçut quelques sous. Cette technique de communication n'est peut-être pas reconnue comme faisant partie de l'« ère de l'information »<sup>23</sup>, mais elle est sûrement plus répandue comme véhicule de la mondialisation qu'on ne le soupçonne généralement.

La conduite de telles missions donne aux intermédiaires, qu'ils soient des gamins, des secrétaires sous-payées ou même des consultants, de nouvelles ressources à distribuer tout au long des chaînes de connexion qui traversent leur propre monde social. De telles redistributions sont autant d'occasions d'acquérir du pouvoir à l'intérieur des réseaux locaux d'échange. Il m'est maintes fois arrivé de voir ainsi des responsables d'ONG, tout particulièrement dans le milieu de l'artisanat et de la micro-entreprise, se démenant pour trouver des occasions – réunions, conférences, visites – de se donner comme les représentants authentiques de l'« économie informelle » et de la « micro-entreprise ».

La micro-informalité fournit ainsi des ressources notamment à ceux qui n'ont rien d'autre à vendre que leur qualité de représentant d'une culture « arriérée ». Le peuple de la micro-informalité n'est ni objet passif d'intervention, ni lieu d'une « authenticité » que des agents extérieurs viendraient détruire. Pourtant, lorsque les réseaux des pauvres gens sont utilisés pour veiller au remboursement des emprunts (et de leurs intérêts...) contractés auprès de banques qui travaillent elles-mêmes avec des fonds fournis par des organisations multilatérales, des ONG et des agences bilatérales, il y a là quelque chose de très significatif. Des pratiques culturelles jusque-là dénigrées deviennent, à l'ère post-moderne, le moyen par lequel les organisations multilatérales entrent en relation avec les objets de leurs dispositifs disciplinaires. Comme l'expliquait crûment un formateur pour personnel d'ONG s'occupant de micro-crédit, la « culture » est la méthode idéale pour assurer la rotation rapide des prêts : « Dans toute culture il y a quelque chose qui marche. Il s'agit seulement de trouver quoi : le chef traditionnel, le leader religieux, la pression sociale, la police ? À vous de trouver ce que c'est, et de vous en servir »<sup>24</sup>.

Les plans d'ajustement structurel disciplinent les États qui ne sont pas sages. Les ONG de micro-entreprise sont-elles en mesure de faire de même à l'égard des pauvres ? Peuvent-elles être une forme nouvelle de l'*indirect rule*, la culture indigène étant une fois encore mobilisée pour contrôler les indigènes, mais cette fois par le détour de la finance internationale<sup>25</sup> ? L'épisode Grameen Bank-Monsanto cité plus haut n'en est qu'un exemple spectaculaire. D'une façon ou d'une autre, par le biais de l'argent et de la dette, les institutions financières internationales essaient de nouer des relations plus directes avec les vastes ressources encore inex-

plottées du « capital social » que – on en a maintenant pris conscience – constituent les pauvres. Ce qui est frappant, c'est que tout cela est compris à la fois comme « économie » et comme « *empowerment* ». Si le crédit et l'argent sont des droits de l'homme, comme on se plaît à le dire dans les milieux du micro-crédit, alors l'endettement est un moyen de donner le pouvoir aux pauvres. C'est du moins ce que m'expliquait un consultant : « Cet argent, c'est de l'*empowerment*. Il faut penser large. Ici, un emprunteur peut aller en prison s'il ne rembourse pas, alors pourquoi s'inquiéter ? [Il faut] les aider à s'endetter. La croissance vient avec. En Amérique, on trouve tous les jours dix offres de cartes de crédit dans son courrier. On paie des taux d'intérêt énormes sur ce genre de crédit, quelque chose comme 40 %. Mais l'offre est là, alors on prend une carte de plus, on la met dans son portefeuille avec toutes les autres, et on est content. Ce devrait être pareil ici : pourquoi ne pas les aider à s'endetter ? Qu'est-ce que ça peut me faire, ce qu'ils font avec leur argent, du moment qu'ils remboursent ? »<sup>26</sup>.

L'*empowerment* est-il donc une nouvelle terre de mission pour l'accumulation du capital ? Les pauvres sont-ils les vrais capitalistes, si nous avons des yeux pour voir<sup>27</sup> ? Et leurs pratiques de survie, le nouveau marché émergent ? Voilà ce que semblent espérer au moins deux représentants de banques d'investissement, auteurs d'un éditorial publié dans l'*International Herald Tribune* peu après les manifestations antimondialisation de Washington. Il est temps, écrivent-ils « de déplacer la charge du développement et de la faire désormais reposer sur les gens, les communautés et les entreprises »<sup>28</sup>. Ce déplacement, autrement dit cet abandon de l'État développementaliste, ne serait pas seulement plus juste, mais plus profitable<sup>29</sup>.

Cet espoir d'exploiter les gisements nouveaux de la culture « arriérée » en vue d'une accumulation de capital aboutira-t-il ? La réponse n'est pas évidente. Ce qui est clair en revanche, c'est que ces processus court-circuitent la relation du citoyen à l'État. La coopération Grameen Bank-Monsanto consistait à mobiliser la

23. Titre de l'ouvrage de Manuel Castells en trois volumes cité plus haut.

24. « Regional Professional Development Seminar for the Near East », organisé par l'USAID au Caire, 7 juin 1995.

25. Sur l'*indirect rule*, voir Mahmood Mamdani, *Citizen and Subject : Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

26. Entretien, Le Caire, 5 juillet 1995.

27. Voir Hernando de Soto, *The Mystery of Capital : Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, Basic Books, 2000.

28. Gautam S. Kaji et Percy S. Mistry, « Streamline the international financial system », *International Herald Tribune*, 18 avril 2000, p. 8, à propos de la Banque mondiale et de ses partenaires régionaux. Les auteurs étaient à l'époque, l'un, président de Centennial Group et ancien directeur à la Banque mondiale, l'autre, président d'Oxford International et ancien cadre dirigeant à la Banque mondiale. Oxford International est « une société privée d'investissement opérant sur les marchés émergents ».

29. Des espoirs analogues ont été exprimés dans des écrits à la gloire de la commercialisation par Internet de produits artisanaux d'origine certifiée. Voir Kimberly M. Grimes et B. Lynne Milgram (eds.), *Artisans and Cooperatives : Developing Alternative Trade for the Global Economy*, Tucson, University of Arizona Press, 2000.

« culture » et la « communauté », par le biais de la dette, pour obtenir que les gens se plient à la volonté de la compagnie et renoncent à garder des semences. Cela évitait à celle-ci d'avoir à faire pression sur l'État pour que soient votées des lois favorables à ses intérêts. Un autre bon exemple m'a été fourni par un membre d'une ONG dispensant des prêts au logement à Gaza. Tous les emprunteurs auprès de son ONG signaient un contrat stipulant que, si l'emprunteur dépassait un certain retard pour ses remboursements, la police l'enverrait immédiatement en prison<sup>30</sup>. Autrement dit, l'appareil de sécurité d'un non-État travaillait directement pour une ONG en garantissant que des fonds en provenance des organisations multilatérales seraient remboursés aux banques. Et, pour une fois, l'histoire renvoie l'image d'une économie palestinienne qui fonctionne...

---

### De la rentabilité du capital social

Avec la vogue croissante du concept de capital social, celui de micro-informalité a gagné plein droit de cité<sup>31</sup>. Il se situe au cœur d'une nouvelle coalition qui s'oppose au « consensus de Washington » et à son couple « (mauvais) État/(bon) Marché », et cette coalition n'est nullement celle d'une poignée de marginaux ! Sur le plan de l'idéologie au moins, les plus beaux jours du néolibéralisme sont passés. Le nouveau consensus peut-il espérer exercer « une suprématie encore plus pesante sur l'ensemble du débat du développement que cela n'a été le cas du consensus de Washington », comme le soutient Ben Fine<sup>32</sup> ? S'il en est ainsi, ce ne sera pas aux dépens de programmes qui ne mettent nullement en cause les *a priori* anti-étatiques du néolibéralisme. Les réseaux sociaux que l'on appelle aujourd'hui « capital social » sont exactement ce que le micro-crédit est supposé soutenir. Grâce à cette métamorphose conceptuelle, ils peuvent désormais passer pour un ingrédient important du succès économique. Ce qui était considéré comme de l'économie informelle (qui n'est ni de l'État ni de l'économie réelle) est en voie d'absorption dans le courant dominant de l'économie, dont le micro-crédit, après tout, réunit bien des éléments : de l'argent est échangé, des intérêts sont collectés, des entreprises sont créées et des chômeuses en deviennent, au moins sur le papier, les dirigeantes.

Consensus conceptuel et initiatives publiques sont évidemment liés. Tout laisse supposer une relation entre l'évolution de l'appareil conceptuel de la Banque mondiale et celle des outils de financement qu'elle utilise : le micro-crédit, créé comme élément d'un « filet de sécurité », devait pallier les déséquilibres temporaires du marché consécutifs aux plans d'ajustement structurel ; mais dès lors que l'on n'attend plus du marché la production d'un équilibre durable, il faut bien théoriser autrement. En somme, les modestes chiffons destinés à nettoyer les saletés que les plans d'ajustement structurel laissaient sur leur passage sont devenus de belles tapisseries d'avant-garde qu'on suspend fièrement au mur. Ainsi, lorsque le président

de la Banque mondiale James Wolfensohn s'est défendu contre les protestataires de l'« antimondialisation », il n'a nullement dit que le micro-crédit était un dispositif temporaire pour régler plus finement les équilibres du marché. Il en a fait au contraire une sorte de marque de fabrique de la Banque mondiale et a vanté sa capacité à soutenir « la petite entreprise, qui est souvent conduite par des femmes dans le Tiers monde »<sup>33</sup>.

La recherche sur l'économie informelle et la micro-entreprise impliquait une certaine vision de la société à venir, qui s'est incarnée dans des programmes d'intervention, avec des effets dans la pratique et dans le discours. Certes, les programmes peuvent avoir des résultats très différents de ceux qu'escomptaient leurs concepteurs. Aucun dispositif ne parvient jamais à faire prévaloir exactement le degré de discipline qu'il visait à imposer. Comme les autres, le modèle du micro-crédit a suscité l'invention d'astucieuses échappatoires. Mais en même temps il a produit un nouveau champ de pouvoir, qui se joue des frontières entre les États, les organisations multilatérales et les ONG. Les ruses de secrétaires ambitieuses, de gamins faméliques et d'artisans malins ne font que renforcer les nouvelles réalités qu'elles veulent détourner<sup>34</sup>. Une nouvelle sorte d'*indirect rule* se dégage, les ONG locales gérant des fonds pour le compte d'une finance internationale qui parle le langage du marché et de la société civile. Que cette « société civile » ne reste pas confinée dans les limites du non-État, comme elle est supposée le faire, n'est qu'une des conséquences du paradoxe consistant à faire transiter l'*empowerment* par le détour de la finance internationale.

Le renforcement de la société civile comme chemin vers la démocratie est devenu la nouvelle orthodoxie d'un monde post-moderne et post-communiste<sup>35</sup>. Mais dans un pays comme l'Égypte, où l'Occident craint plus qu'ailleurs une montée de l'islamisme, le zèle missionnaire déployé en vue de cet objectif est encore

30. Commentaires informels pendant le « Regional Professional Development Seminar for the Near East » organisé par l'USAID au Caire, déjà cité, 9 juin 1995.

31. Pour un recueil récent sur le capital social, voir Partha Dasgupta et Ismail Serageldin (eds.), *Social Capital : A Multifaceted Perspective*, Washington, Banque mondiale, 2000. Pour une revue critique de ce concept, voir Ben Fine, « The developmental state is dead. Long live social capital ? », *Development and Change* 1999 (30), pp. 1-19 et Ben Fine, *Social Capital versus Social Theory : Political Economy and Social Science at the Turn of the Millennium*, Londres, Routledge, 2000.

32. Ben Fine, art. cité, p. 2.

33. La presse a raconté que Wolfensohn est arrivé aux réunions du staff du week-end, juste avant les manifestations de Washington, « en brandissant des graphiques montrant que les grands projets énergétiques, qui constituaient autrefois le quart des prêts de la Banque mondiale, n'en représentaient plus que 2 %, et que les dépenses sur la nutrition, l'éducation et le "micro-crédit" aux petites entreprises, souvent dirigées par des femmes dans le Tiers monde, avaient monté en flèche ». David Singer, « World Bank defends itself to critics », *International Herald Tribune*, 17 avril 2000, p. 18.

34. Voir Mahmood Mamdani, *op. cit.*, p. 24.

35. Voir Jean Comaroff et John L. Comaroff, « Millennial capitalism : First thoughts on a second coming », *Public Culture* 12(2), 2000, pp. 291-343, ainsi que le volume qu'ils ont dirigé, *Civil Society and the Political Imagination in Africa : Critical Perspectives*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

plus grand, car la « société civile » fonctionne alors aussi comme doublure de la laïcité et s'enrichit ainsi d'une supposée opposition à « l'islam ». Lorsque le spectre du terrorisme islamique est opposé à ce fantôme qu'est la laïcité, la société civile se place du côté de cette dernière et revêt par là-même une signification religieuse. Que les adeptes de cette « religion civile »<sup>36</sup> ne croient peut-être pas aux paroles qu'ils prêchent n'a pas jusqu'ici dépouillé la religion de son pouvoir.

Traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou

Julia Elyachar est professeur assistant à New York University (Hagop Kervorkian Center).  
E-mail : je28@nyu.edu

---

36. L'expression est de Robert N. Bellah, « Civil religion in America », *Daedalus* 96 (1), hiver 1967, et nombreux écrits ultérieurs. Voir aussi Andrew Shanks, *Civil Society, Civil Religion*, Oxford, Blackwell, 1995.